



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.17/1996/21  
22 mars 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Quatrième session

New York, 18 avril-3 mai 1996

Activités menées par les donateurs pour favoriser le développement  
durable des petits États insulaires en développement

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION .....	1 - 9	3
I. AIDE EXTÉRIEURE APPORTÉE AUX PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT : PRINCIPALES TENDANCES.....	10 - 22	4
A. Vue d'ensemble .....	10 - 13	4
B. Contributions annoncées en faveur des petits États insulaires en développement : principales tendances .....	14 - 16	5
1. Contributions annoncées au titre de l'aide bilatérale .....	14 - 15	5
2. Contributions annoncées au titre de l'aide multilatérale .....	16	5
C. Contributions versées au titre de l'aide extérieure aux petits États insulaires en développement : principales tendances.....	17 - 22	6
1. Contributions versées au titre de l'aide bilatérale .....	17 - 21	6
2. Contributions versées au titre de l'aide multilatérale .....	22	7

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
II. PRINCIPALES CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS .....	23 - 28	7
A. Principales constatations.....	23 - 25	7
B. Conclusions.....	26 - 28	8

Tableaux

1. Montant total de l'aide bilatérale et multilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par secteur, 1991-1994 .....	9
2. Montant net des contributions versées au titre de l'aide extérieure aux petits États et territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et par catégorie de donateur, 1991-1994 .....	10
3. Montant net des contributions versées au titre de l'aide publique au développement bilatérale et multilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, 1991 et 1994.....	12
4. Montant total de l'aide extérieure aux petits États et territoires insulaires en développement, par région bénéficiaire, catégorie de donateur et secteur, 1991 et 1994.....	14
5. Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par secteur et donateur, 1991 et 1994 .....	16
6. Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et donateur, 1991 et 1994.....	20

Annexe

Liste des petits États et territoires insulaires en développement auxquels s'applique le présent rapport .....	32
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

## INTRODUCTION

1. Dans le Programme d'action en faveur du développement durable des petits États insulaires en développement<sup>1</sup>, adopté lors de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, tenue à Bridgetown du 25 avril au 6 mai 1994, et approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/122 du 19 décembre 1994, le Secrétaire général était invité à établir un rapport contenant des informations à jour sur les activités que mènent les donateurs en vue d'appuyer le développement durable des petits États insulaires en développement, pour que la Commission du développement durable l'examine à sa quatrième session. Le présent rapport a été établi pour donner suite à cette demande. Un rapport identique portant sur la période 1991-1992 (A/CONF.167/4) avait été établi en 1994 à l'intention de la Conférence mondiale.
2. Le présent rapport est divisé en deux parties. Dans la première (Chapitre premier), on trouvera une analyse des principales tendances de l'aide extérieure, d'origine aussi bien bilatérale que multilatérale, apportée aux petits États insulaires en développement. Y sont indiqués, dans leurs grandes lignes, les facteurs qui, à l'échelle mondiale, régionale et nationale, peuvent influencer sur l'aide apportée aux petits États insulaires en développement ainsi que les contributions annoncées par objet, par donateurs et par pays bénéficiaires, et les montants effectivement versés. La deuxième partie (chapitre II) du rapport contient les principales constatations et conclusions.
3. Les données statistiques utilisées dans le rapport proviennent pour l'essentiel de la Division des systèmes de notification de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui les a fournies à la demande du Département de la coordination des politiques et du développement durable, du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Lorsque l'OCDE ne disposait pas des données voulues, elles ont été demandées directement aux donateurs. Les tableaux analytiques qui figurent dans le rapport n'appellent pas d'explications particulières. On s'est donc abstenu d'en donner dans le corps du chapitre premier. Toutes les données figurant dans les tableaux sont exprimées en dollars courants des États-Unis.
4. Pour que la présentation des données soit conforme au Programme d'action, le Secrétariat a réparti les apports d'aide au développement en appliquant les codes de classement par objet du système de notification des créanciers (SNPC) utilisé par l'OCDE aux 14 secteurs du Programme. Ceux qui ne relevaient d'aucun de ces secteurs ont été classés dans une catégorie subsidiaire "Aide générale au développement".
5. Seules les données relatives aux contributions annoncées, bilatérales et multilatérales, classées par donateur et par secteur, ont pu être obtenues. Toutefois, les données relatives aux contributions annoncées par secteur n'étaient pas connues dans le cas de certains donateurs bilatéraux et de presque tous les donateurs multilatéraux, notamment pour l'année 1994. En revanche, les données relatives aux contributions effectivement versées ont été communiquées par l'OCDE, par pays bénéficiaire et par donateur, mais non par secteur. Elles étaient néanmoins les plus complètes puisqu'elles portaient sur toutes les catégories de donateurs, y compris les membres et les non-membres du Comité d'aide au développement (CAD), les organismes du système des Nations Unies et autres institutions multilatérales.

---

<sup>1</sup> Rapport de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, Bridgetown, 25 avril-6 mai 1994 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.I.18 et rectificatif).

6. Toutefois, pour toutes les années, une grande partie de l'aide à la coopération technique ne figure pas dans les données. Cet élément représente environ 25 % de l'ensemble des contributions annoncées, seul un tiers ou un quart de celui-ci passant par le système de notification des créanciers (SPNC). Étant donné que le volume des contributions annoncées au titre de la coopération technique varie d'un secteur à l'autre, les comparaisons intersectorielles sont sujettes à caution. Plus l'apport de coopération technique est important, plus il est probable que les données sont inférieures au niveau réel des contributions annoncées.
7. En outre, l'analyse des tendances peut être faussée par suite du manque de données pour certaines années ou de modifications apportées aux codes de classification. En outre, les données n'ont pas été ajustées pour tenir compte de l'évolution du pouvoir d'achat du dollar. Compte tenu de ces réserves, les tableaux ci-joints reflètent assez bien les tendances générales.
8. Le présent rapport diffère légèrement du dernier rapport sur les activités menées par les donateurs. La méthode utilisée pour répartir les contributions — consistant à appliquer les codes de classement par objet du système de notification des créanciers (SNPC) aux secteurs du Programme d'action — devrait désormais garantir une plus grande cohérence à l'analyse des contributions annoncées en faveur des petits États insulaires en développement.
9. Étant donné les problèmes qu'avait posés, lors de l'établissement du précédent rapport sur les activités menées par les donateurs, l'évaluation des activités des organisations non gouvernementales, ces dernières n'ont pas été prises en compte dans le présent rapport.

## I. AIDE EXTÉRIEURE APPORTÉE AUX PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT : PRINCIPALES TENDANCES

### A. Vue d'ensemble

10. La capacité des petits États insulaires en développement d'atteindre les objectifs du développement durable ne cesse d'être affectée d'une façon ou d'une autre, par des circonstances diverses. La plus grande difficulté à laquelle nombre d'entre eux semblent se heurter est qu'ils ne disposent pas de ressources suffisantes pour absorber les effets de l'évolution constante de l'économie mondiale et des phénomènes naturels.
11. Les petits États insulaires en développement ont été victimes ces dernières années de catastrophes naturelles d'une violence et d'une fréquence sans précédent. Dans les régions frappées par des ouragans et des cyclones plus fréquents et plus destructeurs que jamais, le processus de développement a été stoppé ou a même régressé dans les États les plus gravement sinistrés. Faute de pouvoir faire face seuls à ces coups du sort aussi brutaux qu'imprévisibles, les petits États insulaires en développement restent tributaires de l'aide de la communauté internationale.
12. Les événements politiques survenus dans quelques petits États insulaires en développement ont également influé sur l'apport d'aide extérieure ces dernières années. Les événements en Haïti et le rôle qu'y a joué la communauté des donateurs ainsi que le changement de statut politique de la République des Palaos en sont des exemples. Leur effet sur les tendances de l'aide aux petits États insulaires en développement est examiné plus loin à la section C.
13. La période sur laquelle porte le présent rapport a été marquée par la montée de la mondialisation et de l'intense concurrence dont font l'objet les marchés et les ressources financières. L'appui des donateurs traditionnels est de plus en

/...

plus difficile à obtenir en raison des pressions qui s'exercent sur les flux bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement.

B. Contributions annoncées en faveur des petits États insulaires en développement : principales tendances

1. Contributions annoncées au titre de l'aide bilatérale

14. Les contributions annoncées par des donateurs bilatéraux, membres et non membres du CAD, n'ont pratiquement pas varié pendant la période allant de 1991 à 1994. Entre 1991 et 1993, elles se sont élevées en moyenne à 808,51 millions de dollars des États-Unis par an pour l'ensemble des donateurs bilatéraux. Ce montant est toutefois nettement inférieur (de 34%) à celui de 1988-1990, qui était de 1,09 milliard de dollars des États-Unis.

15. En 1993, les contributions annoncées au titre de l'aide bilatérale concernaient essentiellement les secteurs suivants : catastrophes naturelles et écologiques, ressources côtières et marines, ressources foncières, institutions nationales et capacités administratives, transports et communications et mise en valeur des ressources humaines, ces deux derniers domaines étant les plus favorisés. Des contributions importantes ont également été annoncées pour les ressources en eau douce et les ressources énergétiques. Ces domaines représentaient 44,7% de l'ensemble des contributions annoncées. Le reste est allé pour l'essentiel à l'aide générale au développement. Les secteurs ci-après n'ont suscité que peu d'intérêt ou pas d'intérêt du tout : changements climatiques et élévation du niveau de la mer, gestion des déchets, diversité biologique, institutions régionales et coopération technique et science et technologie. À quelques fluctuations annuelles près, le même schéma a été observé pendant la période allant de 1991 à 1993 et même en 1994 (tableau 1).

2. Contributions annoncées au titre de l'aide multilatérale

16. Les données concernant les contributions annoncées au titre de l'aide multilatérale sont incomplètes. Il ressort toutefois que celles dont on dispose qu'en 1994, environ 87% d'entre elles étaient consacrées aux ressources côtières et marines, aux ressources en eau douce, aux ressources foncières, aux transports et communications et à la mise en valeur des ressources humaines, ce dernier domaine en attirant à lui seul 34% environ. Au cours de la période 1991-1993, les trois secteurs les plus favorisés ont été les ressources foncières, les transports et communications et la mise en valeur des ressources humaines. Un déplacement d'accent semble s'être produit en faveur des ressources côtières et marines et des ressources en eau douce pendant la même période. Les contributions annoncées au titre de l'aide générale au développement ont diminué pendant cette période, mais n'en ont pas moins continué de représenter une part importante de l'ensemble des contributions annoncées au titre de l'aide multilatérale (tableau 1).

C. Contributions versées au titre de l'aide extérieure aux petits États insulaires en développement : principales tendances

1. Contributions versées au titre de l'aide bilatérale

17. La colonne de gauche du tableau 2 fait apparaître le montant net des contributions versées de 1991 à 1994 au titre de l'aide publique au développement (APD) (dons et prêts à des conditions de faveur) par toutes les sources bilatérales en faveur de chaque petit État insulaire en développement. Collectivement, les petits États insulaires en

/...

développement ont reçu approximativement un montant net de 1,3 milliard de dollars des États-Unis en 1991, puis moins pendant deux ans, et enfin 1,9 milliard de dollars des États-Unis en 1994.

18. La remontée apparente, en 1994, des apports nets en faveur des petits États insulaires en développement s'explique par les montants inhabituellement importants versés à quelques pays. Haïti a reçu 30,9 % du total des contributions versées à ces États cette année-là, dont 597,1 millions de dollars au titre de l'aide publique au développement, soit une augmentation de 518 % par rapport à l'année précédente. Un pays donateur (les États-Unis d'Amérique) a financé à lui seul 90,7 % des ressources versées à Haïti (tableau 6). Cette augmentation massive de l'aide semble être liée à l'effort entrepris par la communauté internationale pour établir la démocratie et la stabilité dans ce pays.

19. L'augmentation générale des apports nets en 1994 s'explique en outre par les montants considérables reçus par la République des Palaos et les États fédérés de Micronésie — soit respectivement 10,4 % et 5,2 % du total des apports de l'année en faveur des petits États insulaires en développement, contre 0 % entre 1991 et 1993 pour la République des Palaos et en 1991 pour les États fédérés de Micronésie. Cette augmentation soudaine de l'aide versée à ces pays s'explique peut-être par l'évolution de leur statut politique et les accords qu'ils ont conclus à ce titre pour bénéficier de l'aide publique au développement. Ces deux pays pourraient bien ne pas toujours bénéficier d'une aide aussi importante. L'augmentation est due essentiellement à un pays donateur (les États-Unis d'Amérique), qui en a financé à lui seul 94,7 % et 82 % respectivement.

20. Les données font également apparaître une tendance chez plusieurs pays donateurs à accorder l'essentiel de leur aide au développement à certains groupes de petits États insulaires en développement. Ainsi, la totalité ou presque de l'aide accordée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande aux petits États insulaires en développement en 1991 et en 1994 est allée à la région du Pacifique. Le Canada a consacré presque toute son aide publique au développement en faveur des petits États insulaires en développement à la région des Caraïbes en 1991 et 1994. En 1994, 96 % du montant net de l'aide publique au développement accordée par les États-Unis aux petits États insulaires en développement est allée à six de ces États, trois dans les Caraïbes et trois en Océanie.

21. Les pays donateurs ne faisant pas partie du Comité d'aide au développement (Arabie saoudite, Koweït et Émirats arabes unis) ont eu généralement tendance à réduire leurs apports nets d'aide publique au développement en faveur des petits États insulaires en développement pendant la période allant de 1991 à 1994. Collectivement, le montant net de leurs versements a baissé de 70,1 % entre 1991 et 1994. L'Arabie saoudite a enregistré des flux nets négatifs vers les petits États insulaires en développement en 1994, tout comme les Émirats arabes unis en 1991 et 1994. Les flux nets provenant du Koweït ont en revanche augmenté de 76,6% pendant cette période.

## 2. Contributions versées au titre de l'aide multilatérale

22. Après avoir augmenté de 9% en 1992, le montant net de l'aide multilatérale de toutes sources versée aux petits États insulaires en développement a baissé en 1993 pour remonter en 1994 à un niveau légèrement supérieur à celui de 1991. Les apports multilatéraux sont mieux répartis entre les petits États insulaires en développement que les apports bilatéraux. Les pays qui ont principalement bénéficié de l'aide multilatérale en 1994 (36,1 % du total) sont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Jamaïque, la République dominicaine et Cuba (tableau 2).

## II. PRINCIPALES CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

/...

#### A. Principales constatations

23. Les ressources, annoncées ou effectivement versées, allouées au Programme d'action sont réparties entre un petit nombre de secteurs correspondant autant que faire se peut aux priorités immédiates fixées par les États. L'accent mis sur des secteurs comme la mise en valeur des ressources humaines, les institutions nationales et les capacités administratives, les transports et communications et les ressources foncières est certainement justifié. Ils continueront d'exiger des ressources importantes à l'avenir.

24. Peut-être faudra-t-il désormais accorder plus d'attention, vu l'importance qu'ils présentent pour le développement durable en général des petits États insulaires en développement, aux secteurs qui ont jusqu'ici été négligés par l'aide publique au développement. Des secteurs comme les changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer, la gestion des déchets, la science et la technologie, la diversité biologique et les institutions régionales et la coopération technique n'ont rien, ou pratiquement rien reçu au titre de l'aide publique au développement en quatre ans.

25. La tendance des apports bilatéraux à baisser et des apports multilatéraux à fluctuer compromet la réalisation future des objectifs du Programme d'action en faveur du développement durable des petits États insulaires en développement et elle est, à ce titre, préoccupante.

#### B. Conclusions

26. Le présent rapport a pour objet d'examiner quelles sont les tendances des apports de ressources en faveur des petits États insulaires en développement et comment ces ressources se répartissent entre les secteurs du Programme d'action. Comme le montrent clairement les tableaux qui le complètent, les données sur le montant net des contributions versées, qui ne sont connues que par donateurs et bénéficiaires, sont bien meilleures que les données relatives aux contributions annoncées. On ne pourra analyser à fond la répartition par secteur de l'aide publique au développement accordée aux petits États insulaires en développement que si les donateurs communiquent à l'OCDE des données plus détaillées sur les contributions qu'ils s'engagent à verser. Il faut également que ces données soient complètes et comprennent, classées par objet, les contributions annoncées au titre d'activités régionales qui sont généralement profitables aux petits États insulaires en développement de la région mais ne font pas partie des ressources allouées aux pays ou aux organismes des Nations Unies et autres organismes internationaux.

27. Comme le Programme d'action commence juste à être exécuté aux niveaux international, régional et national, il s'écoulera un certain temps avant que les effets des nouvelles politiques se fassent sentir et soit évalués. Il est clair toutefois qu'une plus grande attention doit être accordée aux domaines prioritaires du Programme d'action qui ont été traités jusqu'ici en parents pauvres de l'aide au développement. Il faudra, pour ce faire, que les petits États insulaires en développement se fassent une idée plus claire de leurs priorités nationales et que les donateurs bilatéraux et multilatéraux et les gouvernements de ces États se concertent davantage au sujet de l'allocation des ressources pour qu'elles soient affectées aux domaines qui en ont le plus besoin.

28. Il convient de noter toutefois que les domaines qui ont jusqu'ici reçu la plus grande part de l'aide jouent un rôle essentiel dans le développement durable des petits États insulaires en développement, et que le financement doit donc en être maintenu et renforcé. Il reste indispensable de trouver des ressources supplémentaires — et des moyens nouveaux, de se les procurer — si l'on veut réussir à appliquer le Programme d'action. Une simple réaffectation des ressources ne suffira pas.



Tableau 1

Montant total de l'aide bilatérale et multilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par secteur, 1991-1994

(En millions de dollars des États-Unis)

Secteur	Contributions annoncées au titre de l'aide bilatérale (membres et non membres du CAD)				Contributions annoncées au titre de l'aide multilatérale (toutes sources confondues)			
	1991	1992	1993	1994	1991	1992 <sup>1</sup>	1993 <sup>1</sup>	1994
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II. Catastrophes naturelles et écologiques	12,77	27,34	20,18	5,18	0,05	0,00	0,36	0,00
III. Gestion des déchets	0,00	0,11	0,00	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00
IV. Ressources côtières et marines	17,59	28,99	46,21	24,43	0,00	12,60	13,56	7,93
V. Ressources en eau douce	21,47	31,28	17,46	76,02	0,00	7,00	16,93	0,00
VI. Ressources foncières	182,96	82,97	37,94	164,59	26,30	11,63	17,17	3,51
VII. Ressources énergétiques	50,52	17,45	16,63	28,43	1,70	9,64	1,46	5,11
VIII. Ressources touristiques	1,08	0,07	7,36	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00
IX. Diversité biologique	0,83	2,34	0,84	1,98	0,00	0,00	0,00	0,00
X. Institutions nationales et capacités administratives	65,88	77,15	51,23	43,12	8,00	0,15	5,14	8,10
XI. Institutions régionales et coopération technique	0,82	2,18	0,91	0,36	0,70	6,98	0,00	0,00
XII. Transports et communications	65,12	46,98	126,07	178,41	49,80	62,97	21,40	22,55
XIII. Science et technologie	2,42	4,12	0,00	0,81	0,00	0,00	0,00	0,00
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	153,84	109,67	114,40	75,19	160,25	15,02	47,10	14,85
XV. Aide générale au développement	239,86	216,77	523,72	121,69	47,37	18,75	13,86	58,60
<b>Total</b>	<b>815,16</b>	<b>647,42</b>	<b>962,95</b>	<b>721,46</b>	<b>294,17</b>	<b>144,74</b>	<b>136,98</b>	<b>120,65</b>
<u>Poste pour mémoire :</u>								
Montant total des contributions versées	1 355,79	1 272,01	1 248,59	1 248,59	423,09	461,48	370,81	425,45

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

<sup>1</sup> À l'exception des États arabes et des institutions financières de l'OPEP.

Tableau 2

Montant net des contributions versées au titre de l'aide extérieure aux petits États et territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et par catégorie de donateur, 1991-1994

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Aide bilatérale				Aide multilatérale			
	1991	1992	1993	1994	1991	1992	1993	1994
<u>Afrique</u>								
Cap-Vert	80 760	81 500	83 470	81 680	26 490	42 634	36 219	39 906
Comores	30 510	23 100	28 970	17 778	34 360	25 478	21 228	22 230
Maurice	59 980	34 120	26 880	6 813	8 239	11 194	-830	7 897
Sao Tomé-et-Principe	25 090	27 020	7 450	27 130	27 580	30 764	18 745	23 737
Seychelles	16 830	15 090	6 800	7 110	6 488	4 133	11 904	6 228
Total partiel	213 170	180 880	175 550	140 511	103 157	114 203	87 266	99 998
<u>États arabes</u>								
Bahreïn	44 700	50 480	90 520	27 350	-600	14 728	5 752	16 748
Total partiel	44 700	50 480	90 520	27 350	-600	14 728	5 752	16 748
<u>Asie et Pacifique</u>								
Fidji	39 590	54 070	50 230	34 930	5 150	9 358	11 311	5 505
Îles Cook	11 220	11 800	10 210	10 450	2 230	5 444	3 389	3 833
Îles Marshall	0	5 310	29 820	45 510	0	2 422	2 567	3 889
Îles Salomon	27 530	27 160	45 890	39 100	7 903	17 536	9 496	8 170
Kiribati	15 880	21 960	11 210	12 500	4 505	4 818	4 744	3 144
Maldives	17 550	15 290	18 060	16 660	18 125	22 793	11 030	12 439
Micronésie (États fédérés de)	0	12 480	61 180	101 320	0	1 412	3 121	2 797
Nauru	380	240	240	2 440	84	0	21	62
Nioué	8 890	4 480	4 500	6 870	520	263	121	109
Papouasie-Nouvelle-Guinée	321 320	348 650	271 860	275 440	76 021	93 477	37 458	50 737
République des Palaos	0	0	0	201 870	0	0	0	23
Samoa	25 830	29 170	29 670	37 770	31 314	24 253	22 809	10 874
Singapour	6 450	18 660	22 300	14 930	1 330	1 248	1 327	1 926
Tokélaou	4 040	4 000	2 500	2 850	400	282	377	174
Tonga	14 420	19 680	24 210	21 920	5 427	3 959	7 101	13 708
Tuvalu	4 420	7 490	3 300	5 320	1 226	908	946	2 264
Vanuatu	35 730	32 410	28 170	38 550	17 890	8 177	7 131	3 674
Total partiel	533 280	612 850	613 350	868 450	172 125	196 350	122 949	123 328
<u>Europe</u>								
Chypre	26 920	10 080	17 830	29 790	13 672	16 341	16 129	14 594
Malte	13 030	2 750	23 620	38 630	8 442	2 004	4 104	3 937
Total partiel	39 950	12 830	41 450	68 420	22 114	18 345	20 233	18 531
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>								
Antigua-et-Barbuda	5 810	4 000	2 400	1 620	1 624	762	627	2 520
Antilles néerlandaises	78 370	88 850	77 680	30 220	4 050	4 862	2 486	7 836
Aruba	24 810	29 850	22 970	15 930	320	596	2 268	2 723
Bahamas	200	350	420	190	2 230	1 513	223	353

/...

Barbade	1 530	770	360	80	1 239	-116	3 666	-678
Cuba	19 220	11 760	14 390	18 737	18 380	12 675	29 518	28 872
Dominique	7 710	8 250	6 150	9 270	9 209	4 020	2 259	7 684
Grenade	9 490	5 550	3 920	6 530	6 519	6 476	3 238	11 190
Haïti	139 620	76 860	96 620	597 107	42 230	24 665	27 139	4 189
Îles Vierges américaines	3 340	2 110	2 190	10 840	2 699	3 362	1 150	-137
Jamaïque	151 080	112 660	97 790	73 970	11 612	9 703	11 307	39 883
République dominicaine	64 760	52 040	-22 960	35 800	1 750	12 300	27 377	32 657
Saint-Kitts-et-Nevis	2 570	3 750	1 520	3 970	4 577	3 915	8 942	575
Sainte-Lucie	13 940	14 980	18 600	20 750	8 905	13 106	6 341	6 415
Saint-Vincent-et-les Grenadines	7 230	6 470	7 020	6 560	6 923	8 044	4 008	344
Trinité-et-Tobago	-4 990	-3 280	-1 570	-860	4 036	12 276	4 062	22 821
Total partiel	524 690	414 970	327 720	830 714	126 301	117 859	134 611	203 923
Total	1 355 790	1 272 010	1 248 590	1 935 444	423 097	461 485	370 811	425 458

Source : Organisation de coopération et de développement économiques  
Secrétariat du Commonwealth

Tableau 3

Montant net des contributions versées au titre de l'aide publique au développement bilatérale et multilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, 1991 et 1994

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Aide bilatérale				Aide multilatérale				Total			
	Dons		Prêts à des conditions de faveur (nets)		Dons		Prêts à des conditions de faveur (nets)		Dons		Prêts à des conditions de faveur (nets)	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
<b>Afrique</b>												
Cap Vert	80 160	81 920	600	-240	24 650	18 893	1 840	21 013	104 810	100 813	2 440	20 773
Comores	30 850	19 208	-340	-1 430	20 210	12 738	14 150	9 492	51 060	31 946	13 810	8 062
Maurice	27 620	22 063	32 360	-15 250	9 029	11 850	-790	-3 456	36 649	33 416	31 570	-18 706
Sao Tomé-et-Principe	22 410	27 130	2 680	0	7 940	9 259	19 630	14 478	30 350	36 389	22 310	14 478
Seychelles	15 410	9 050	1 420	-1 930	3 158	6 408	3 330	-180	18 568	15 458	4 750	-2 110
<b>Total partiel</b>	<b>176 450</b>	<b>159 371</b>	<b>36 720</b>	<b>18 850</b>	<b>64 987</b>	<b>59 148</b>	<b>38 160</b>	<b>41 348</b>	<b>241 437</b>	<b>218 022</b>	<b>74 880</b>	<b>22 498</b>
<b>États arabes</b>												
Bahreïn	51 820	36 270	-7 120	-8 920	1 160	538	1 760	16 210	52 980	36 808	-8 880	7 290
<b>Total partiel</b>	<b>51 820</b>	<b>36 270</b>	<b>-7 120</b>	<b>-8 920</b>	<b>1 160</b>	<b>538</b>	<b>1 760</b>	<b>16 210</b>	<b>52 980</b>	<b>36 808</b>	<b>-8 880</b>	<b>7 290</b>
<b>Asie et Pacifique</b>												
Fidji	40 220	37 700	-630	-2 770	4 820	7 325	330	-1 820	45 040	45 025	-300	-4 590
Îles Cook	11 220	10 460	0	-10	1 050	2 726	1 180	1 107	12 270	13 186	1 180	1 097
Îles Marshall	0	45 510	0	0	0	2 660	0	1 229	0	48 170	0	1 229
Îles Salomon	27 850	37 290	-320	1 800	5 343	6 079	2 560	2 091	33 193	43 369	2 240	3 891
Kiribati	15 880	12 500	0	0	4 145	2 972	360	172	20 025	15 472	360	172
Maldives	13 980	18 960	3 570	-2 300	8 825	5 051	9 300	7 388	22 805	24 011	12 870	5 088
Micronésie (États fédérés de)	0	101 340	0	-20	0	2 797	0	0	0	104 137	0	-20
Nauru	380	2 440	0	0	84	62	0	0	464	2 502	0	0
Nioué	8 920	6 870	0	0	520	109	0	0	9 440	6 979	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	299 090	276 510	22 230	-1 090	27 171	32 525	48 850	18 211	362 261	309 035	71 080	17 121
République des Palaos	0	201 870	0	0	0	23	0	0	0	201 893	0	0
Samoa	25 600	38 090	230	-300	8 944	5 402	22 370	5 472	34 544	43 492	22 600	5 172
Singapour	30 880	23 220	-24 430	-8 290	1 330	1 926	0	0	32 210	25 146	-24 430	-8 290
Tokélaou	4 040	2 850	0	0	400	174	0	0	4 440	3 024	0	0
Tonga	14 890	23 080	-470	-1 160	3 387	6 619	2 040	7 089	18 277	29 699	1 570	5 929
Tuvalu	4 420	5 320	0	0	1 236	2 154	-10	110	5 656	7 474	-10	110
Vanuatu	32 730	39 070	3 000	-520	9 230	2 441	8 660	1 233	41 960	41 511	11 660	713
<b>Total partiel</b>	<b>530 100</b>	<b>883 080</b>	<b>3 180</b>	<b>-14 660</b>	<b>76 485</b>	<b>81 045</b>	<b>95 640</b>	<b>42 283</b>	<b>606 585</b>	<b>964 125</b>	<b>98 820</b>	<b>27 623</b>

<u>Europe</u>												
Chypre	24 190	27 800	2 730	2 000	13 182	14 894	490	-300	37 372	42 694	3 220	1 700
Malte	2 340	22 600	10 690	16 030	6 172	2 577	2 270	1 360	8 512	25 177	12 962	17 390
<b>Total partiel</b>	<b>26 530</b>	<b>50 400</b>	<b>13 420</b>	<b>18 030</b>	<b>19 354</b>	<b>17 471</b>	<b>2 760</b>	<b>1 060</b>	<b>45 884</b>	<b>67 871</b>	<b>16 180</b>	<b>19 090</b>
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>												
Antigua-et-Barbuda	4 770	1 440	1 040	180	1 590	2 614	34	-94	6 360	4 054	1 074	86
Antilles néerlandaises	85 510	56 580	-7 140	-26 360	4 200	4 606	-150	3 230	89 710	61 186	-7 290	-23 130
Aruba	24 950	18 690	-140	-2 760	320	2 723	0	0	25 270	21 413	-140	-2 760
Bahamas	200	190	0	0	2 210	1 963	20	-1 610	2 410	2 153	20	-1 610
Barbade	2 770	1 210	-1 240	-1 130	2 463	3 334	-1 224	-4 012	5 233	4 544	-2 464	-5 142
Cuba	9 650	18 737	9 570	0	18 380	28 782	0	0	28 030	47 519	9 570	0
Dominique	4 050	8 020	3 660	1 250	2 161	8 212	7 048	-832	6 211	16 232	10 708	418
Grenade	7 950	3 560	1 540	2 360	4 593	11 421	1 926	-231	12 543	14 981	3 466	2 129
Haïti	218 140	628 267	-78 520	-31 150	27 740	27 234	14 490	-23 045	245 880	655 501	-64 030	-54 195
Îles Vierges américaines	3 350	10 850	-10	-10	100	57	2 599	-194	3 450	10 907	2 589	-204
Jamaïque	307 520	108 090	-156 890	-33 800	17 399	24 973	-5 789	14 910	324 919	133 063	-162 679	-18 890
République dominicaine	51 800	64 060	12 960	-28 240	16 390	29 368	-14 640	3 289	68 190	93 428	-1 680	-24 951
Saint-Kitts-et-Nevis	1 380	3 750	1 190	220	2 678	886	1 899	-311	4 058	4 636	3 089	-91
Sainte-Lucie	9 920	18 130	4 020	2 610	2 855	7 213	6 050	-798	12 775	25 343	10 070	1 812
Saint-Vincent-et-les Grenadines	4 840	4 610	2 390	1 960	2 457	619	4 466	-275	7 297	5 229	6 856	1 685
Trinité-et-Tobago	3 790	4 130	-8 780	-5 000	3 526	10 203	510	12 618	7 316	14 333	-8 270	7 618
<b>Total partiel</b>	<b>740 590</b>	<b>950 314</b>	<b>-216 350</b>	<b>-119 870</b>	<b>109 062</b>	<b>164 208</b>	<b>17 239</b>	<b>2 645</b>	<b>849 652</b>	<b>1 114 522</b>	<b>-199 111</b>	<b>-117 225</b>
<b>Total</b>	<b>1 525 490</b>	<b>2 079 434</b>	<b>-169 700</b>	<b>-143 970</b>	<b>271 048</b>	<b>322 410</b>	<b>152 039</b>	<b>103 545</b>	<b>1 796 538</b>	<b>2 401 348</b>	<b>-17 661</b>	<b>-40 425</b>

Sources : Organisation de coopération et de développement économiques  
Secrétariat du Commonwealth

Tableau 4

Montant total de l'aide extérieure aux petits États et territoires insulaires en développement,  
par région bénéficiaire, catégorie de donateur et secteur, 1991 et 1994  
(Contributions annoncées)

(En millions de dollars des États-Unis)

Secteur	Afrique		Asie et Pacifique		Amérique latine et Caraïbes		Europe		États arabes		Total	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer												
Aide multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II. Catastrophes naturelles et écologiques												
Aide multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	0,90	0,00	0,71	2,32	1,15	2,69	9,96	0,00	0,00	0,00	12,72	5,01
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,10	0,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,10	0,17
III. Gestion des déchets												
Aide multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,07
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IV. Ressources côtières et marines												
Aide multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,56
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	5,88	11,71	9,43	4,28	2,28	8,44	0,00	0,00	0,00	0,00	17,59	24,43
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	7,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,37
V. Ressources en eau douce												
Aide multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	14,01	27,02	1,21	27,94	6,26	21,06	0,00	0,00	0,00	0,00	21,47	76,02
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
VI. Ressources foncières												
Aide multilatérale	0,00	3,51	23,00	0,00	1,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24,50	3,51
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	12,07	40,35	26,82	28,32	144,07	95,92	0,00	0,00	0,00	0,00	182,96	164,59
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	1,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,80	0,00
VII. Ressources énergétiques												
Aide multilatérale	0,00	5,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,11
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	21,98	3,82	1,04	22,73	27,51	1,87	0,00	0,00	0,00	0,00	50,52	28,43
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	1,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,70	0,00
VIII. Ressources touristiques												
Aide multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,11	1,08	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	1,08	0,18
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Secteur	Afrique		Asie et Pacifique		Amérique latine et Caraïbes		Europe		États arabes		Total	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
IX. Diversité biologique												
Aide multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	0,00	0,00	0,48	0,11	0,35	1,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,83	1,98
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
X. Institutions nationales et capacités administratives												
Aide multilatérale	8,00	8,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	8,10
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	5,71	0,17	15,41	38,14	44,76	4,81	0,00	0,00	0,00	0,00	65,88	43,12
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
XI. Institutions régionales et coopération technique												
Aide multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	0,67	0,00	0,16	0,00	0,00	0,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,82	0,36
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,70	0,00	0,70	0,00
XII. Transports et communications												
Aide multilatérale	0,00	7,33	3,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,23	7,33
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	12,78	18,93	43,95	151,41	8,16	0,02	0,23	0,00	0,00	0,00	65,12	170,35
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	7,88	11,22	0,00	0,00	0,00	12,06	0,00	0,00	38,69	0,00	46,57	23,28
XIII. Science et technologie												
Aide multilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	0,00	0,00	1,71	0,23	0,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,42	0,81
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
XIV. Mise en valeur des ressources humaines												
Aide multilatérale	18,05	13,00	26,38	1,85	41,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86,38	14,85
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	4,20	5,23	100,29	66,35	44,32	3,61	5,03	0,00	0,00	0,00	153,84	75,19
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73,87	0,00	73,87	0,00
XV. Assistance générale au développement												
Aide multilatérale	11,20	5,10	10,47	0,00	23,70	53,50	0,00	0,00	0,00	0,00	45,37	58,60
Aide bilatérale (pays membres du CAD)	29,10	19,51	16,65	45,08	143,33	57,10	0,78	0,00	0,00	0,00	189,86	121,69
Aide bilatérale (pays non membres du CAD)	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	52,00	0,00
<b>Total</b>	<b>154,43</b>	<b>188,05</b>	<b>282,74</b>	<b>390,65</b>	<b>492,93</b>	<b>263,37</b>	<b>16,00</b>	<b>0,00</b>	<b>163,26</b>	<b>0,02</b>	<b>1 109,33</b>	<b>842,11</b>

Source : Organisation de coopération et de développement économiques

Tableau 5

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par secteur et donateur, 1991 et 1994  
(Contributions annoncées)

(En millions de dollars des États-Unis)

Secteur	Australie		Autriche		Belgique		Canada		Danemark		Finlande	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II. Catastrophes naturelles et écologiques	0,45	1,90	0,90	0,00	0,00	0,00	0,71	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00
III. Gestion des déchets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IV. Ressources côtières et marines	0,06	0,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,99	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00
V. Ressources en eau douce	0,31	9,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,75	0,00	0,00	0,00	0,00
VI. Ressources foncières	3,66	5,97	0,00	0,00	0,00	0,00	41,33	3,70	0,00	0,00	0,00	0,00
VII. Ressources énergétiques	1,04	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	1,09	0,09	0,00	0,11	0,00	0,00
VIII. Ressources touristiques	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00
IX. Diversité biologique	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00
X. Institutions nationales et capacités administratives	14,47	37,69	0,00	0,00	0,00	0,00	4,81	4,43	0,19	0,00	0,00	0,00
XI. Institutions régionales et coopération technique	0,16	0,00	0,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,36	0,00	0,00	0,00	0,00
XII. Transports et communications	3,29	118,59	0,00	0,00	2,01	0,00	0,43	0,05	0,00	0,00	0,89	0,00
XIII. Science et technologie	1,45	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	71,33	44,05	0,07	0,00	0,00	0,00	0,48	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00
XV. Aide générale au développement	16,47	40,14	1,63	0,00	1,26	0,00	18,42	9,40	0,01	0,00	0,06	0,06
<b>Total</b>	<b>112,68</b>	<b>259,80</b>	<b>3,26</b>	<b>0,00</b>	<b>3,27</b>	<b>0,00</b>	<b>68,26</b>	<b>20,01</b>	<b>0,20</b>	<b>0,11</b>	<b>0,98</b>	<b>0,06</b>
<u>Poste pour mémoire :</u>												
Montant total net des contributions versées	333,33	308,00	2,50	5,82	13,50	9,50	55,54	39,42	1,50	5,20	1,80	0,71

Tableau 5 (suite)

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par secteur et donateur, 1991 et 1994  
(Contributions annoncées)

(En millions de dollars des États-Unis)

Secteur	France		Allemagne		Irlande		Italie		Japon		Luxembourg		Pays-Bas		Nouvelle-Zélande	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II. Catastrophes naturelles et écologiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,63	0,53	0,93	0,00	0,00
III. Gestion des déchets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IV. Ressources côtières et marines	0,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,33	0,00	16,22	23,80	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00
V. Ressources en eau douce	15,69	32,42	0,90	2,96	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	30,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
VI. Ressources foncières	5,05	0,00	0,78	0,00	0,00	0,00	5,25	0,00	94,94	144,75	0,00	0,00	7,98	9,45	0,00	0,00
VII. Ressources énergétiques	31,56	5,49	0,00	0,00	0,00	0,00	16,51	0,00	0,00	22,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
VIII. Ressources touristiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IX. Diversité biologique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	1,86	0,00	0,00
X. Institutions nationales et capacités administratives	4,60	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00	7,46	0,00	0,69	0,44	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00
XI. Institutions régionales et coopération technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
XII. Transports et communications	7,67	4,16	0,90	12,39	0,00	0,00	0,23	0,00	47,38	31,86	0,00	0,00	0,00	3,30	0,00	0,00
XIII. Science et technologie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,57	0,00	0,00
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	3,37	3,08	0,00	0,00	0,00	0,00	1,62	0,00	34,05	24,88	0,00	0,00	2,04	1,93	0,00	0,00
XV. Aide générale au développement	23,47	3,22	9,82	0,00	0,00	0,00	1,17	0,00	4,09	13,19	0,00	0,00	12,28	19,10	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>91,41</b>	<b>48,52</b>	<b>12,41</b>	<b>15,34</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>34,57</b>	<b>0,00</b>	<b>197,78</b>	<b>292,23</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>22,83</b>	<b>37,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Poste pour mémoire :</b>																
Montant total net des contributions versées	168,90	91,70	46,97	28,50	0,00	0,00	180,80	57,30	202,80	188,40	0,00	0,00	118,60	85,90	41,50	40,40

Tableau 5 (suite)

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par secteur et donateur, 1991 et 1994  
(Contributions annoncées)

(En millions de dollars des États-Unis)

Secteur	Norvège		Portugal		Espagne		Suède		Suisse		Royaume-Uni		États-Unis		Total Pays membres du CAD	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II. Catastrophes naturelles et écologiques	0,00	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,00	0,00	0,00	9,96	0,00	12,72	5,01
III. Gestion des déchets	0,00	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,07
IV. Ressources côtières et marines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,59	24,43
V. Ressources en eau douce	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,47	76,02
VI. Ressources foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,76	0,73	2,58	0,00	182,96	164,59
VII. Ressources énergétiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,34	0,00	15,89	0,00	50,52	28,43
VIII. Ressources touristiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,08	0,00	0,00	0,00	1,08	0,18
IX. Diversité biologique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32	0,00	0,00	0,00	0,83	1,98
X. Institutions nationales et capacités administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,41	0,35	0,00	65,88	43,12
XI. Institutions régionales et coopération technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31,64	0,00	0,82	0,36
XII. Transports et communications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,82	0,00	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	65,12	170,35
XIII. Science et technologie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,71	0,00	2,42	0,81
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95	0,00	0,99	0,18	37,95	0,00	153,84	75,19
XV. Aide générale au développement	0,00	0,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,38	11,07	5,04	0,00	94,76	24,00	189,86	121,69
Total	0,00	3,41	0,00	0,00	0,00	0,00	1,82	0,00	3,80	11,07	18,03	1,32	193,84	24,00	765,12	713,24
<u>Poste pour mémoire :</u>																
Montant total net des contributions versées	3,30	4,60	0,00	0,00	0,00	0,00	19,50	20,72	8,10	19,50	37,80	32,40	171,00	942,00	1 288,75	1 915,46

Tableau 5 (suite)

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par secteur et donateur, 1991 et 1994  
(Contributions annoncées)

(En millions de dollars des États-Unis)

Secteur	Arabie saoudite		Émirats arabes unis		Koweït		Total Pays non membres du CAD		Total Pays membres du CAD + non membres du CAD	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II. Catastrophes naturelles et écologiques	0,05	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	0,17	12,77	5,18
III. Gestion des déchets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,07
IV. Ressources côtières et marines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,59	24,43
V. Ressources en eau douce	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,47	76,02
VI. Ressources foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182,96	164,59
VII. Ressources énergétiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,52	28,43
VIII. Ressources touristiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,08	0,18
IX. Diversité biologique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,83	1,98
X. Institutions nationales et capacités administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65,88	43,12
XI. Institutions régionales et coopération technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,82	0,36
XII. Transports et communications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,06	0,00	8,06	65,12	178,41
XIII. Science et technologie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,42	0,81
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153,84	75,81
XV. Aide générale au développement	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	239,86	121,69
<b>Total</b>	<b>50,05</b>	<b>0,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8,06</b>	<b>50,05</b>	<b>8,23</b>	<b>815,16</b>	<b>721,46</b>
<b>Poste pour mémoire :</b>										
Total des décaissements nets	56,21	-6,37	-5,71	-2,85	16,50	29,20	67,04	19,98	1 355,79	1 935,44

Source : Organisation de coopération et de développement économiques

Tableau 6

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et donateur, 1991 et 1994  
(Montant net des contributions versées)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Australie		Autriche		Belgique		Canada		Danemark	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
<u>Afrique</u>										
Cap-Vert	0	0	2 720	5 810	7 050	6 170	230	430	500	4 570
Comores	550	30	10	0	1 320	480	90	70	0	0
Maurice	2 570	2 140	10	0	10	290	180	300	0	0
Sao Tomé-et-Principe	0	0	0	0	10	0	120	160	0	0
Seychelles	1 100	450	10	10	750	180	380	170	0	0
Total partiel	4 220	2 620	2 750	5 820	9 140	7 120	1 000	1 130	500	4 570
<u>États arabes</u>										
Bahreïn	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Asie et Pacifique</u>										
Fidji	20 540	15 770	0	0	90	0	20	10	0	0
Îles Cook	1 770	1 620	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Marshall	0	450	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Salomon	9 340	10 600	0	0	0	0	20	0	0	0
Kiribati	3 240	5 930	0	0	0	0	0	0	0	0
Maldives	1 660	2 360	0	20	0	0	200	10	990	450
Micronésie (États fédérés de)	0	1 170	0	0	0	0	0	0	0	0
Nauru	310	2 350	0	0	0	0	0	0	0	0
Nioué	750	600	0	0	0	0	0	0	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	262 320	234 590	420	10	120	10	90	0	0	10
République des Palaos	0	0	0	0	0	0	0	2 070	0	0
Samoa	9 180	8 920	0	0	60	60	0	0	0	0
Singapour	1 740	450	70	10	0	0	400	820	0	0
Tokélaou	20	30	0	0	0	0	0	0	0	0
Tonga	7 630	8 540	0	0	0	0	0	0	0	0
Tuvalu	1 610	1 770	0	0	0	0	0	0	0	0
Vanuatu	8 750	9 760	0	0	0	0	10	0	0	0
Total partiel	328 860	305 170	490	40	270	70	740	2 910	990	460
<u>Europe</u>										
Chypre	30	10	-950	-210	60	0	0	0	0	0

Pays bénéficiaire	Australie		Autriche		Belgique		Canada		Danemark	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
Malte	30	20	-30	10	0	0	-20	-20	0	0
Total partiel	60	30	-980	-200	60	0	-20	-20	0	0
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>										
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	0	0	1 870	120	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bahamas	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0
Barbade	60	60	20	10	90	0	430	220	0	0
Cuba	0	10	60	120	0	120	140	210	0	0
Dominique	0	20	10	0	20	130	1 590	1 520	0	0
Grenade	0	0	0	0	0	0	930	30	0	0
Haïti	0	0	40	0	1 990	1 300	12 770	14 910	0	110
Îles Vierges américaines	0	0	0	0	10	0	80	30	0	0
Jamaïque	60	20	10	10	100	30	27 900	10 950	0	0
République dominicaine	0	0	30	20	1 750	700	110	290	0	20
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	0	0	540	50	0	0
Sainte-Lucie	0	20	10	0	0	0	4 160	6 280	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	20	0	0	0	0	0	2 090	500	0	0
Trinité-et-Tobago	0	10	10	0	50	10	1 210	190	0	0
Total partiel	140	140	190	160	4 010	2 290	53 820	35 400	0	130
Total	333 280	307 960	2 450	5 820	13 480	9 480	55 540	39 420	1 490	5 160

Tableau 6 (suite)

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et donateur, 1991 et 1994  
(Montant net des contributions versées)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Finlande		France		Allemagne		Irlande	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
<u>Afrique</u>								
Cap-Vert	0	0	5 070	4 980	8 150	8 580	0	0
Comores	0	70	23 770	13 430	640	390	0	0
Maurice	290	210	51 160	7 420	-2 310	-3 140	10	10
Sao Tomé-et-Principe	0	0	9 340	10 580	1 390	920	0	0
Seychelles	0	0	6 980	3 060	670	100	0	0
Total partiel	290	280	96 320	39 470	8 540	6 850	10	10
<u>États arabes</u>								
Bahreïn	0	0	360	410	30	50	0	0
Total partiel	0	0	360	410	30	50	0	0
<u>Asie et Pacifique</u>								
Fidji	330	0	1 650	1 350	2 010	2 220	0	0
Îles Cook	0	0	20	-10	140	320	0	0
Îles Marshall	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Salomon	0	0	0	1 070	540	530	0	0
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0
Maldives	0	0	390	0	270	1 240	0	10
Micronésie (États fédérés de)	0	0	0	0	0	0	0	0
Nauru	0	0	0	0	10	10	0	0
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	70	40	510	270	7 360	9 810	20	20
République des Palaos	0	0	0	0	0	1 340	0	0
Samoa	0	0	420	0	1 200	200	0	0
Singapour	490	20	2 850	3 570	-780	-2 250	0	0

E/CN.17/  
1996/21  
Français  
Page 22

/.

..

Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	0
Tonga	0	0	150	90	290	-30	0	0
Tuvalu	0	0	0	10	110	180	0	0
Vanuatu	0	0	10 400	11 070	0	50	0	0
<b>Total partiel</b>	<b>890</b>	<b>60</b>	<b>16 390</b>	<b>17 420</b>	<b>11 150</b>	<b>13 620</b>	<b>20</b>	<b>30</b>
<u>Europe</u>								
Chypre	0	0	80	1 980	180	1 910	0	0
Malte	0	0	-20	40	-740	-730	0	0
<b>Total partiel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60</b>	<b>2 020</b>	<b>-560</b>	<b>1 180</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>								
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	30	50	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	0
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0
Bahamas	0	0	0	0	0	10	0	0
Barbade	-170	-70	10	30	100	30	0	0
Cuba	720	0	570	1 370	1 960	1 390	0	0
Dominique	0	0	3 120	2 910	390	340	0	0
Grenade	0	0	350	4 050	160	190	0	0
Haïti	20	60	37 120	14 940	8 220	1 500	40	0
Îles Vierges américaines	0	0	0	0	0	0	0	0
Jamaïque	0	0	3 910	500	14 280	3 800	0	60
République dominicaine	0	380	1 270	2 210	11 080	4 000	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	550	0	20	0	0
Sainte-Lucie	0	0	8 550	3 950	50	10	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	570	1 400	40	40	0	0
Trinité-et-Tobago	0	0	280	520	-8 500	-4 610	0	20
<b>Total partiel</b>	<b>570</b>	<b>370</b>	<b>55 750</b>	<b>32 430</b>	<b>27 810</b>	<b>6 770</b>	<b>40</b>	<b>80</b>
<b>Total</b>	<b>1 750</b>	<b>710</b>	<b>168 880</b>	<b>91 750</b>	<b>46 970</b>	<b>28 470</b>	<b>70</b>	<b>120</b>

Tableau 6 (suite)

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et donateur, 1991 et 1994  
(Montant net des contributions versées)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Italie		Japon		Luxembourg		Pays-Bas		Nouvelle-Zélande	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
<u>Afrique</u>										
Cap-Vert	1 250	950	4 940	2 960	1 990	3 260	9 470	8 970	0	0
Comores	0	430	3 060	1 640	0	218	0	0	0	0
Maurice	0	0	5 440	40	160	693	20	20	0	0
Sao Tomé-et-Principe	1 070	10	1 100	3 170	0	0	20	0	0	0
Seychelles	0	0	3 660	860	0	0	30	270	10	0
Total partiel	2 320	1 390	18 200	8 670	2 150	4 171	9 540	9 260	10	0
<u>États arabes</u>										
Bahreïn	0	0	480	1 220	0	0	0	0	0	0
Total partiel	0	0	480	1 220	0	0	0	0	0	0
<u>Asie et Pacifique</u>										
Fidji	0	0	8 230	11 210	0	0	180	170	2 800	3 310
Îles Cook	0	0	480	450	0	0	0	0	8 800	8 030
Îles Marshall	0	0	0	3 050	0	0	0	0	0	10
Îles Salomon	0	0	10 760	15 980	0	0	260	130	1 660	2 620
Kiribati	0	0	7 290	3 510	0	0	0	10	2 130	1 580
Maldives	0	0	8 810	12 860	0	10	30	0	30	50
Micronésie (États fédérés de)	0	0	0	17 080	0	0	0	0	0	70
Nauru	0	0	60	80	0	0	0	0	0	0
Nioué	0	0	30	60	0	0	0	0	8 410	6 210
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	120	42 300	21 830	0	0	540	820	3 370	3 670
République des Palaos	0	0	0	7 200	0	0	0	0	0	0
Samoa	0	0	9 980	22 730	0	0	0	30	4 210	5 130
Singapour	0	0	15 980	13 560	0	0	0	0	20	0
Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	0	4 020	2 820
Tonga	0	0	3 430	8 700	0	0	30	50	2 750	3 440
Tuvalu	0	0	460	1 310	0	0	0	10	1 420	1 180
Vanuatu	0	0	5 820	11 550	0	0	0	0	2 150	2 340
Total partiel	0	120	113 630	151 160	0	0	1 040	1 220	41 500	40 460

E/CN.17/  
1996/21  
Français  
Page 24

/.

..

<u>Europe</u>										
Chypre	40	110	460	230	0	0	0	0	0	0
Malte	-380	43 810	290	90	0	0	0	0	0	0
<b>Total partiel</b>	<b>-340</b>	<b>43 920</b>	<b>750</b>	<b>320</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>										
Antigua-et-Barbuda	0	0	30	0	0	0	10	0	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	30	10	0	0	78 340	30 210	0	0
Aruba	0	0	0	0	0	0	24 810	15 930	0	0
Bahamas	0	0	20	50	0	0	10	0	0	0
Barbade	0	0	280	90	0	0	1 020	270	0	0
Cuba	110	3 440	370	1 030	0	77	220	1 040	0	0
Dominique	0	0	140	3 480	0	0	130	170	0	0
Grenade	0	0	3 420	750	0	0	330	260	0	0
Haïti	350	0	8 430	410	20	347	1 610	4 920	0	0
Îles Vierges américaines	0	0	0	0	0	0	0	7 410	0	0
Jamaïque	1 680	2 470	40 330	2 150	0	0	-160	7 660	0	0
République dominicaine	13 930	5 930	14 510	10 430	0	0	1 150	2 280	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	30	0	10	260	0	0	0	2 240	0	0
Sainte-Lucie	0	60	370	2 850	0	0	190	2 880	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	890	3 310	0	0	110	90	0	0
Trinité-et-Tobago	0	0	900	2 240	0	0	230	50	0	0
<b>Total partiel</b>	<b>16 700</b>	<b>11 900</b>	<b>69 730</b>	<b>27 060</b>	<b>20</b>	<b>424</b>	<b>108 000</b>	<b>75 410</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>18 080</b>	<b>57 330</b>	<b>202 790</b>	<b>188 430</b>	<b>2 170</b>	<b>4 594</b>	<b>118 580</b>	<b>85 890</b>	<b>41 510</b>	<b>40 460</b>

Tableau 6 (suite)

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et donateur, 1991 et 1994  
(Montant net des contributions versées)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Norvège		Portugal		Espagne		Suède		Suisse	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
<u>Afrique</u>										
Cap-Vert	710	300	15 650	17 140	2 050	0	11 580	8 950	3 960	3 600
Comores	0	0	0	0	0	0	0	0	60	0
Maurice	30	0	0	0	0	0	2 100	340	10	0
Sao Tomé-et-Principe	0	0	10 230	9 110	450	230	360	1 940	0	0
Seychelles	210	100	0	0	20	0	260	0	260	60
Total partiel	950	400	25 880	26 250	2 520	230	14 300	11 230	4 290	3 660
<u>États arabes</u>										
Bahreïn	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<u>Asie et Pacifique</u>										
Fidji	0	10	0	0	0	0	0	20	0	10
Îles Cook	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Marshall	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Salomon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maldives	20	1 070	0	0	0	0	0	10	40	0
Micronésie (États fédérés de)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	0	0	0	0	180	20	400	250
République des Palaos	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Samoa	0	0	0	0	0	0	740	0	0	0
Singapour	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tonga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vanuatu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel	20	1 080	0	0	0	0	920	50	440	260

<u>Europe</u>										
Chypre	0	0	0	10	20	0	0	0	130	10
Malte	0	0	0	0	10	40	0	0	170	0
<b>Total partiel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>300</b>	<b>10</b>
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>										
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bahamas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Barbade	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cuba	460	380	0	0	11 840	2 740	2 710	6 350	40	190
Dominique	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0
Grenade	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Haïti	70	1 380	0	0	20	370	150	1 900	2 730	13 510
Îles Vierges américaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Jamaïque	1 560	1 100	0	0	40	30	550	630	0	10
République dominicaine	260	250	0	0	1 610	1 070	840	460	170	1 740
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	0	0	0	20	0	0
Sainte-Lucie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trinité-et-Tobago	0	0	0	0	0	0	30	70	150	90
<b>Total partiel</b>	<b>2 360</b>	<b>3 110</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 510</b>	<b>3 510</b>	<b>4 290</b>	<b>9 440</b>	<b>3 090</b>	<b>15 540</b>
<b>Total</b>	<b>3 330</b>	<b>4 590</b>	<b>25 880</b>	<b>26 260</b>	<b>16 060</b>	<b>4 480</b>	<b>19 510</b>	<b>20 720</b>	<b>8 120</b>	<b>19 470</b>

Tableau 6 (suite)

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et donateur, 1991 et 1994  
(Montant net des contributions versées)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Royaume-Uni		États-Unis		Total (pays membres du CAD)	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994
<b>Afrique</b>						
Cap-Vert	190	10	5 000	5 000	80 510	81 680
Comores	10	0	1 000	1 000	30 510	17 758
Maurice	830	380	1 000	-1 000	61 510	7 703
Sao Tomé-et-Principe	0	10	1 000	1 000	25 090	27 130
Seychelles	440	20	2 000	2 000	16 780	7 280
Total partiel	1 470	420	10 000	8 000	214 400	141 551
<b>États arabes</b>						
Bahreïn	0	0	0	0	870	1 680
Total partiel	0	0	0	0	870	1 680
<b>Asie et Pacifique</b>						
Fidji	2 740	-150	1 000	1 000	39 590	34 930
Îles Cook	10	40	0	0	11 220	10 450
Îles Marshall	0	0	0	42 000	0	45 510
Îles Salomon	5 530	7 540	0	1 000	28 110	39 470
Kiribati	3 220	1 470	0	0	15 880	12 500
Maldives	1 420	730	0	0	13 860	18 810
Micronésie (États fédérés de)	0	0	0	83 000	0	101 320
Nauru	0	0	0	0	380	2 440
Nioué	0	0	0	0	8 920	6 870
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 980	1 510	1 000	3 000	321 680	275 980
République des Palaos	0	0	0	191 000	0	201 870
Samoa	40	0	0	1 000	25 830	38 070
Singapour	-17 370	-1 280	3 000	0	6 400	14 900
Tokélaou	0	0	0	0	4 040	2 850
Tonga	140	130	0	1 000	14 420	21 920
Tuvalu	820	860	0	0	4 420	5 320
Vanuatu	8 600	3 780	0	0	35 730	38 550
Total partiel	8 130	14 630	5 000	323 000	530 480	871 760

<u>Europe</u>							
Chypre	1 110	590	18 000	22 000	19 160	26 640	
Malte	290	160	0	0	-400	43 420	
<b>Total partiel</b>	<b>1 400</b>	<b>750</b>	<b>18 000</b>	<b>22 000</b>	<b>18 760</b>	<b>70 060</b>	
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>							
Antigua-et-Barbuda	3 860	1 450	0	0	5 810	1 620	
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	78 370	30 220	
Aruba	0	0	0	0	24 810	15 930	
Bahamas	170	30	0	0	200	190	
Barbade	690	440	-1 000	-1 000	1 530	80	
Cuba	20	270	0	0	19 220	18 737	
Dominique	2 310	690	0	0	7 710	9 270	
Grenade	4 290	640	0	0	9 490	5 920	
Haïti	40	450	66 000	541 000	139 620	597 107	
Îles Vierges américaines	3 250	3 440	0	0	3 340	10 840	
Jamaïque	6 370	1 860	54 000	43 000	150 630	74 280	
République dominicaine	50	20	18 000	6 000	64 760	35 800	
Saint-Kitts-et-Nevis	1 990	830	0	0	2 570	3 970	
Sainte-Lucie	610	4 700	0	0	13 940	20 750	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2 510	1 220	1 000	0	7 230	6 560	
Trinité-et-Tobago	650	550	0	0	-4 990	-860	
<b>Total partiel</b>	<b>26 810</b>	<b>16 550</b>	<b>138 000</b>	<b>589 000</b>	<b>524 240</b>	<b>830 414</b>	
<b>Total</b>	<b>37 810</b>	<b>32 350</b>	<b>171 000</b>	<b>942 000</b>	<b>1 288 750</b>	<b>1 915 464</b>	

Tableau 6 (suite)

Aide extérieure bilatérale aux petits États et territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et donateur, 1991 et 1994  
(Montant net des contributions versées)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Koweït		Arabie saoudite		Émirats arabes unis		Total Pays non membres du CAD		Total Pays membres du CAD + Pays non membres du CAD	
	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994	1991	1994
<b>Afrique</b>										
Cap-Vert	250	0	0	0	0	0	250	0	80 760	81 680
Comores	0	20	0	0	0	0	0	20	30 510	17 778
Maurice	-1 610	-650	290	170	-210	-410	-1 530	-890	59 980	6 813
Sao Tomé-et-Principe	0	0	0	0	0	0	0	0	25 090	27 130
Seychelles	50	-170	0	0	0	0	50	-170	16 830	7 110
<b>Total partiel</b>	<b>-1 310</b>	<b>-800</b>	<b>290</b>	<b>170</b>	<b>-210</b>	<b>-410</b>	<b>-1 230</b>	<b>-1 040</b>	<b>213 170</b>	<b>140 511</b>
<b>États arabes</b>										
Bahréïn	-2 000	29 630	50 000	-2 180	-4 170	-1 780	43 830	25 670	44 700	27 350
<b>Total partiel</b>	<b>-2 000</b>	<b>29 630</b>	<b>50 000</b>	<b>-2 180</b>	<b>-4 170</b>	<b>-1 780</b>	<b>48 830</b>	<b>25 670</b>	<b>44 700</b>	<b>27 350</b>
<b>Asie et Pacifique</b>										
Fidji	0	0	0	0	0	0	0	0	39 590	34 930
Îles Cook	0	0	0	0	0	0	0	0	11 220	10 450
Îles Marshall	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 510
Îles Salomon	-580	-370	0	0	0	0	-580	-370	27 530	39 100
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0	15 880	12 500
Maldives	3 640	-1 230	260	-850	-210	-70	3 690	-2 150	17 550	16 660
Micronésie (États fédérés de)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	101 320
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	0	380	2 440
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	0	8 920	6 870
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-360	-540	0	0	0	0	-360	-540	321 320	275 440
République des Palaos	0	0	0	0	0	0	0	0	0	201 870
Samoa	0	0	0	-280	0	0	0	-280	25 830	37 770
Singapour	0	30	50	0	0	0	50	30	6 450	14 930
Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	0	4 040	2 850
Tonga	0	0	0	0	0	0	0	0	14 420	21 920
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	0	4 420	5 320
Vanuatu	0	0	0	0	0	0	0	0	35 730	38 550
<b>Total partiel</b>	<b>2 700</b>	<b>2 110</b>	<b>310</b>	<b>-1 130</b>	<b>-210</b>	<b>-70</b>	<b>2 800</b>	<b>-3 310</b>	<b>533 280</b>	<b>868 450</b>

<u>Europe</u>										
Chypre	7 760	3 150	0	0	0	0	7 760	3 150	26 920	29 790
Malte	9 390	-1 280	5 160	-2 920	-1 120	-590	13 430	-4 790	13 030	38 630
<b>Total partiel</b>	<b>17 150</b>	<b>1 870</b>	<b>5 160</b>	<b>-2 920</b>	<b>-1 120</b>	<b>-590</b>	<b>21 190</b>	<b>-1 640</b>	<b>39 950</b>	<b>68 420</b>
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>										
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	0	0	0	0	5 810	1 620
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	0	78 370	30 220
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0	24 810	15 930
Bahamas	0	0	0	0	0	0	0	0	200	190
Barbade	0	0	0	0	0	0	0	0	1 530	80
Cuba	0	0	0	0	0	0	0	0	19 220	18 737
Dominique	0	0	0	0	0	0	0	0	7 710	9 270
Grenade	0	0	0	0	0	0	0	610	9 490	6 530
Hâï ti	0	0	0	0	0	0	0	0	139 620	597 107
Îles Vierges américaines	0	0	0	0	0	0	0	0	3 340	10 840
Jamaï que	0	0	450	-310	0	0	450	-310	151 080	73 970
République dominicaine	0	610	0	0	0	0	0	0	64 760	35 800
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	0	0	0	0	2 570	3 970
Sainte-Lucie	0	0	0	0	0	0	0	0	13 940	20 750
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	0	0	0	0	0	0	7 230	6 560
Trinité-et-Tobago	0	0	0	0	0	0	0	0	-4 990	-860
<b>Total partiel</b>	<b>0</b>	<b>610</b>	<b>450</b>	<b>-310</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>450</b>	<b>300</b>	<b>524 690</b>	<b>830 714</b>
<b>Total général</b>	<b>16 540</b>	<b>29 200</b>	<b>56 210</b>	<b>-6 370</b>	<b>5 710</b>	<b>-2 850</b>	<b>67 040</b>	<b>19 980</b>	<b>1 355 790</b>	<b>1 935 444</b>

AnnexeLISTE DES PETITS ÉTATS ET TERRITOIRES INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT  
AUXQUELS S'APPLIQUE LE PRÉSENT RAPPORTAfrique

Cap-Vert  
Comores  
Maurice  
Sao Tomé-et-Principe  
Seychelles

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda  
Antilles néerlandaises  
Aruba  
Bahamas  
Barbade  
Cuba  
Dominique  
Grenade  
Haïti  
Îles Vierges américaines  
Jamaïque  
République dominicaine  
Sainte-Lucie  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Saint-Vincent-et-les Grenadines  
Trinité-et-Tobago

Asie et Pacifique

Fidji  
Îles Cook  
Îles Marshall  
Îles Salomon  
Kiribati  
Maldives  
Micronésie (États fédérés de)  
Nauru  
Nioué  
Papouasie-Nouvelle-Guinée  
République des Palaos  
Samoa  
Singapour  
Tokélaou  
Tonga  
Tuvalu  
Vanuatu

États arabes

Bahreïn

Europe

Chypre  
Malte

-----